



À LA UNE

Saint-Graal des entrepreneurs, la quête de capitaux relève davantage de la grande croisade que de l'épopée chevaleresque. Quel que soit l'endroit où l'on place le curseur sur la chaîne de financement des entreprises, l'argent se fait rare.

DOSSIER RÉALISÉ PAR ADELINÉ DESCAMPS

La période incite les business angels à faire des investissements plus rentables. Le capital investissement est en pleine mutation. L'État va devoir venir à la rescousse", résume, de façon sèche mais concise, Laurent Urien, un des membres d'Alumni Business Angels¹, une association d'une quarantaine d'investisseurs basée à Aix-en-Provence. L'horizon s'est en effet assombri pour le petit monde de l'investissement ces derniers temps. "Si à court terme, la majorité des entrepreneurs ne sera pas directement impactée, la taxation accrue des investisseurs devrait être une réalité. Ils seront certainement moins prêts à prendre des risques si l'État prélève jusqu'à 65% de la plus-value qu'ils espèrent réaliser si tout se passe bien", précise Charles-Edouard de Cazalet, directeur associé de Sogedev, une société de conseil dans le financement public. Une allusion aux coups de rabot dans les incitations fiscales décidées dans le cadre du projet de loi de finances 2013.

Quant au capital investissement, il vit des heures cruciales, de nature à entraîner une profonde reconfiguration du secteur, déjà amorcée ces derniers mois via des rapprochements et/ou acquisitions, et illustrée ici par le rachat de la société marseillaise Viveris Management par le groupe ACG. La filière, qui a à peine 30 ans en France, doit faire face à l'épuisement des

réserves et à la raréfaction des nouvelles ressources liée notamment à la chute brutale des fonds collectés, notamment auprès de ses principaux pourvoyeurs que sont les banques et les assurances, elles-mêmes contraintes par les nouvelles règles de Bale III et de Solvabilité II, de revoir leurs engagements à fortiori dans des actifs jugés particulièrement risqués.

Une situation qui ne sera pas sans conséquences fâcheuses, alerte Louis Godron, le président de l'AFIC, l'association qui regroupe la plupart des sociétés du secteur. "Entre 1999 et 2010, 77, 6 Mds € ont été investis dans plus de 13 000 entreprises permettant la création de 1,5 million d'emplois. Parmi elles, une majorité d'entreprises non cotées et de PME".

Période de disette

"De mémoire de banquier, nous n'avons jamais connu une conjoncture qui cumule autant d'indicateurs dans le rouge", a expliqué avec une gravité dont n'est pourtant pas coutumier Francis Papazian, le directeur de la communication de la SMC, aux porteurs de projets conviés en décembre dernier dans le hall de la banque pour une nouvelle édition des Angels Café. "Les pressions réglementaires changent radicalement la posture du banquier à votre égard. Pour vous prêter 10, il faudra que vous en ayez 100. Nous serons encore plus exigeants sur vos modèles économiques et la maîtrise de vos cycles d'exploitation".

De mémoire de levées de

fonds, l'on n'avait pas connu non plus une période d'aussi grande disette. Révolues les périodes triomphales où les Marseillais Digitick et Wyplay levaient respectivement 8 et 9 M€, ou les Aixois Supersonic et Inside Contactless drainaient 26 et 50 M€ ?

Pour autant, le marché donne des signes contradictoires. La société de capital-risque toulousaine Midi Capital (groupe Caisse d'Épargne et actionnaire de Méridien Mag et de La Tribune, ndlr) a ouvert en fin d'année dernière son 6^{ème} bureau à Marseille après Nice en 2009, "Plus de 13 M€ vont être injectés dans les 6 prochains mois au capital de PME régionales", explique Mohamed Gadi, Senior Manager.

Peu de temps avant, Pierre Grand-Dufay, un serial entrepreneur marseillais, lançait un nouveau fonds d'investissement, doté de 13 M€ pour sa première tranche, avec pour actionnaire principal la Caisse d'Épargne Provence-Alpes-Corse, aux côtés de 18 investisseurs privés. Il permettra aux entreprises de la région de lever entre 500 K€ à 1,5 M€.

"Il y a dans le numérique des initiatives intéressantes comme Innovacom², qui a un bureau à Aix-en-Provence et finance des startups du numérique de 500 K€ jusqu'à 10 M€ et Net angels³, basé à Marseille, un incubateur privé dans le domaine du web et applications mobiles qui se comporte comme un actionnaire en prenant 40% du capital de l'entreprise couvée", ajoute Morgan Dinkel, chargé d'affaires à

l'incubateur public Belle de Mai, le seul en France spécialisé dans les TIC. "Sur le papier, l'offre de financement privé couvre tous les segments, de la création à la transmission, mais dans la réalité, il y a peu de projets financés".

Et de rappeler qu'il est "possible de couvrir pas mal de besoins avec des dispositifs publics", lesquels servent en outre de leviers pour des fonds privés.

La disparité des financeurs ne fait en effet pas défaut. Encore faut-il y voir clair dans le maquis du tissu de financement public (une soixantaine de structures identifiées). Encore faut-il avoir affaire à des interlocuteurs capables de catégoriser le projet pour l'aiguiller vers le dispositif de financement idoine ...

Ils sont nombreux à dire que finalement, après avoir consommé temps et énergie et perdu efficacité et motivation, la levée de fonds n'était pas une fin en soi.

"Les plus belles réussites de l'entrepreneuriat français, dans le numérique du moins, ne l'ont-elles pas été sans y recourir ?", interpelle Morgan Dinkel. ■

¹ABA a soutenu en 2012 deux dossiers en second tour de table pour 200 K€

² Innovacom est l'ancienne filiale de capital-risque de France Télécom devenue indépendante en avril 2012.

³ initiative d'Olivier Mouillet, fondateur de Cibleclick, revendue en 2006 au groupe United Internet et de Denis Liotta, à la tête du groupe marseillais Mediaco Vrac.



À LA UNE



LEVÉE DE FONDS

FAUT-IL ENCORE Y CROIRE ?

Petites et grandes levées de fonds régionales, flops et succès ...

